

Glossaire

§175 : *Homosexuell*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Homosexuel.

ACHTUNG ! : *Attention!* Chaque fois qu'un S.S. se présentait, entrait dans un local ou en sortait, un déporté devait crier : *Achtung!*, et les autres déportés s'immobiliser au garde à vous.

AFRIKA KORPS : La 5^e Division motorisée de la *Wehrmacht*, dite *Afrika Korps*, commandée par le général Erwin Rommel, est envoyée en Afrique en janvier 1941 pour se battre aux côtés des Italiens contre les Britanniques qui, ce même mois, sont entrés en Libye. Au printemps 1942, la 1^e Division française libre (1^e DFL), commandée par le général Koenig, affronte l'*Afrika Korps* à Bir-Hakeim.

AMGOT : *Allied Military Government of Occupied Territory*. Prévu pour être le gouvernement intérimaire (prenant en charge l'administration du territoire, y compris l'émission de la monnaie) des territoires européens libérés par les Alliés. Il ne fut pas imposé en France en 1944, en raison de la reconnaissance par les Alliés du Gouvernement provisoire dirigé par le général de Gaulle (GPRF).

AMT : Office, administration, abréviation récurrente dans l'organisation nazie.

ANSCHLUSS : Dans la nuit du 11 au 12 mars 1938, Hitler envahit l'Autriche. Il destitue le chancelier Schuschnigg et le remplace par le nazi Seyss-Inquart. Il proclame l'Autriche province allemande. Ce rattachement (*Anschluss*) s'est fait en opposition avec le traité de Versailles qui l'interdit et contre la volonté de l'Italie, allié de l'Allemagne.

AO : Action ouvrière. Consistant à l'origine en une extension du mouvement Combat dans les classes ouvrières urbaines, le mouvement devint un instrument actif de sabotage industriel, conservant une position organisationnelle au sein des MUR mais travaillant en étroite collaboration avec des syndicalistes aussi bien qu'avec des ouvriers socialistes et communistes.

APPELPLATZ : Place d'appel. Dans certains camps, on la désigne sous le nom de *Lagerplatz*.

ARBEIT MACHT FREI : Le travail rend libre. Maxime sarcastique affichée par les nazis à l'entrée des camps de concentration, alors que les déportés sont des forçats travaillant 12 heures par jour au profit de l'industrie de guerre nazie.

ARBEITSLAGER : Camp de travail. Ce terme ne désigne pas nécessairement un camp de concentration.

ARBEITSSTATISTIK : Bureau du travail. Il applique les plans S.S. pour l'organisation du travail, prépare les transports, organise les nouveaux *kommandos*, tient à jour la liste de tous les *kommandos* dépendants du camp. Son chef est le S.S. *Arbeitsdienstführer*.

ARMÉE D'AFRIQUE : Composée d'unités européennes et nord-africaines, son rôle est de protéger les territoires coloniaux et de contribuer à la défense de la métropole. En août 1943, elle est amalgamée aux Forces françaises libres constituant ainsi l'armée de libération. L'armée d'Afrique participe aux débarquements en Italie (100 000 hommes) et en Provence (250 000 hommes, dont plus de la moitié issue de populations indigènes).

ARMISTICE : Le 16 juin 1940, le Maréchal Pétain, nommé président du Conseil, demande à l'Allemagne la signature d'un armistice. Signé à Rethondes, là même où fut signé celui de 1918, il impose à la France le désarmement de son armée, l'entretien des troupes allemandes basées sur son territoire, la création d'une ligne de démarcation, l'annexion de l'Alsace et la Moselle ainsi que le maintien en captivité des prisonniers de guerre français.

ARYANISER : Fait de confisquer un commerce ou une entreprise appartenant à un Juif et de le donner ou de le vendre à bas prix à un non-Juif ou « aryen ». Les différents États collaborateurs ont tous procédé à l'aryanisation. En France, c'est le Commissariat général aux Questions juives (CGQJ) créé par un décret de Vichy en date du 29 mars 1941 qui s'occupe de « l'aryanisation » des commerces et des entreprises appartenant à des Juifs.

AS : L'Armée secrète est créée en zone Sud dès 1941 par Henri Fresnay, chef du mouvement Combat. En zone Nord, le chef est un officier de réserve Jacques Arthuys, remplacé après son arrestation par le colonel Touny, officier de carrière. Ils recrutent parmi les officiers et collectent des renseignements et organisent des départs vers la France Libre, via l'Espagne. Après l'unification des mouvements de résistance par le préfet Jean Moulin, l'Armée secrète est dirigée par le général Delestraint de novembre 1942 à juin 1943, date de son arrestation. Le général Dejussieu qui a adopté le pseudonyme de Pontcarral lui succède comme chef de l'AS en zone sud. En 1944, l'AS, l'ORA et les FTP forment les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) dont le commandant en chef est le général Koenig. En janvier 1944, le général Dejussieu est devenu chef d'état-major national des FFI. L'Armée secrète disposait de 80 000 hommes en zone Sud et de 50 000 hommes en zone Nord.

ASSEMBLEE CONSULTATIVE PROVISOIRE : Convoquée à Alger par une ordonnance du général de Gaulle en date du 17 septembre 1943, elle se réunit pour la première fois le 3 novembre. Elle est composée de 84 membres : 40 représentants de la Résistance intérieure, 12 de la Résistance extérieure, 20 parlementaires (choisi parmi ceux qui n'ont pas voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940) et 12 membres des conseils généraux des colonies libérées. Le 3 novembre, seuls 47 membres sont présents, les autres n'ayant pu quitter la métropole. Le général de Gaulle prononce un discours annonçant des élections au suffrage universel une fois le territoire national libéré et fixant le rôle et les pouvoirs de l'assemblée d'Alger. Le 6 novembre, le **CFLN** est remanié en fonction des divers tendances politiques représentées à l'**ACP**.

ASO : *Asozial*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Asocial.

AUFSEHERIN : Surveillante S.S. dans les camps de concentration pour femme.

AXE : Nom donné à l'alliance, conclue en octobre 1936 entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, qui posa les bases de ce que l'on appellera « l'axe Rome-Berlin ».

AZA : *Ausländischer Zivil Arbeiter*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Travailleur civil étranger.

BAULEITUNG : Direction des bâtiments. Elle a sous son autorité tous les *kommandos* de travail affectés à la construction et à l'entretien des bâtiments et installations dans le camp et autour du camp.

BALLILA : Jeunesses fascistes italiennes. Les jeunes italiens sont embrigadés. On leur

inculque le culte du chef, la puissance et la grandeur de la nation, l'éloge de la violence et de la vie dangereuse, l'exaltation du groupe et la négation de l'individu.

BAUKOMMANDO : *Kommando* occupé à des travaux de construction, d'aménagement, d'entretien du camp, pose des barbelés, canalisations, terrasses, etc. Dans certains camps, il avait un caractère disciplinaire.

BBC : *British broadcasting corporation*. Créée en 1922, la BBC est pendant la guerre un des acteurs principaux de la guerre des ondes. La France Libre y a une émission depuis le 18 juillet 1940. Le journaliste Maurice Schumann est détaché comme agent de liaison où il anime l'émission « Honneur et Patrie ». Il deviendra porte-parole de la France libre. L'émission « Les Français parlent aux Français » était animée par des Français et néanmoins subordonnée au chef anglais de la section française de la BBC.

BCRA : Bureau Central de Renseignements et d'Action (militaire) de la France libre. Le 1^{er} juillet 1940, le capitaine Dewavrin dit Passy est chargé par le général de Gaulle de créer les services secrets de la France Libre. Dès la fin de ce mois de juillet, ce bureau est capable d'envoyer des missions en France. Il organise d'importants réseaux dans la France occupée. Le plus connu est Confrérie-Notre-Dame dirigé par le colonel Rémy. En août 1942, une section Afrique du Nord est créée au BCRA. Elle s'installe à Alger en 1943.

BIBELFORSCHER - BIBELFORSCHERIN : Témoins de Jéhovah, refusant le service militaire (objecteur de conscience), considérant Hitler comme l'incarnation de la Bête de l'Apocalypse. Ils furent déportés dans les camps à partir de 1939 et portaient un triangle violet.

BIFO : *Bibelforscher*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Témoin de Jéhovah.

BLITZ : On désigne sous ce nom, les bombardements de terreur lancés par la Luftwaffe sur Londres et les villes britanniques au cours de l'été 1940. C'est la seconde phase de la bataille d'Angleterre, la Luftwaffe ayant d'abord pris pour cible les bases de la RAF. Le 12 octobre 1940, Hitler renonce à envahir l'Angleterre. Les bombardements allemands se poursuivent cependant jusqu'en mars 1941. Ils reprennent en juin 1944 avec des V 1, puis de septembre 1944 au 27 mars 1945 avec des V 2.

BLITZKRIEG : Cette stratégie de guerre-éclair a été mise au point par le général allemand Guderian spécialiste des chars de combat. Elle consiste à utiliser de façon coordonnée blindés et avions. Ils agissent conjointement en ordre groupé pour percer les lignes ennemies en un point de rupture. Cette tactique vise à neutraliser l'adversaire sans lui laisser le temps d'opposer un front solide. Les Allemands utilisent cette tactique pour envahir la Pologne en septembre 1939, la Norvège en avril 1940 et la France et le Benelux en mai 1940.

BLOCK : Baraque des déportés. Par extension, l'effectif d'un block. Les baraquements de déportés dans beaucoup de camps (Dachau, Mauthausen, Buchenwald, etc.) mesuraient environ 50 m x 7 m. Chacun d'eux était partagé en deux ailes (*Flügel*) A et B, situées de part et d'autre de l'entrée et comprenant un dortoir (*Schlafsaal*), une pièce commune (*Dienstraum*), un poste d'eau et des W.C. Un autre genre de block du type *Pferdestalle*, ancien modèle d'écurie de l'armée pour 52 chevaux, pouvait abriter jusqu'à 1200 déportés. On en trouve dans les grands camps de concentration comme Buchenwald.

BLOCKALTESTER - BLOCKOWA : Doyen du block, déporté responsable du block et de son effectif. Dans les camps de femmes, *Blockowa* est la forme polonaise pour désigner la même

fonction.

BLOCKFÜHRER : Fonction du S.S. chargé d'un block. Le *Blockaltester* ou la *Blockoua* sont responsables devant lui.

BRIGADES INTERNATIONALES : Nom donné aux volontaires originaires de 54 pays qui se sont engagés en Espagne aux côtés des Républicains espagnols, d'octobre 1936 à l'automne 1938. Après la décision de non-intervention dans le conflit espagnol, l'URSS décide la création de ces Brigades. Sur les 30 à 35 000 volontaires engagés, près de 5 000 ont trouvé la mort dans de violents combats contre les nationalistes du général Franco.

BUNKER : Prison du camp avec ses cachots et chambres de tortures.

BV : *Berufsverbrecher*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Droit commun.

CAMPS DE CONCENTRATION : Les camps de concentration nazis regroupaient des opposants politiques, des déportés de droit commun, des Juifs, des homosexuels, des prisonniers Russes. Ces camps s'appelaient les « camps de la mort lente » car les déportés mouraient en travaillant.

CAMPS D'EXTERMINATION : Camps créés par les nazis pour tuer les déportés (en majorité des Juifs puisque les camps d'extermination ont été mis en place dans le cadre de la « solution finale », c'est-à-dire l'extermination systématique des Juifs), le plus souvent dès leur arrivée. Treblinka, Sobibor et Chelmno étaient des centres de mise à mort dépendant d'Auschwitz-Birkenau. À Auschwitz il y avait plusieurs camps : un camps d'extermination et un camp de concentration.

CATEGORIES : Dans les camps de concentration, les déportés sont catalogués suivant leur motif d'arrestation symbolisé par un triangle de couleur différente. Les Juifs arrêtés pour des raisons autres que raciales portent aussi un triangle jaune. Les déportés qui ont tenté de s'évader et qui ont été repris portent dans le dos une cible qui permet aux gardiens de les repérer plus facilement du haut de leur mirador.

CDL : Comité Départemental de Libération. Créés dans le courant du second semestre 1943 ou au début de l'année 1944, ces Comités sont calqués sur le modèle du Conseil national de la Résistance, reflétant les tendances politiques et syndicales dans chaque département. Leur passage dans la légalité ne se fait pas sans heurt ; ils doivent composer avec les nouvelles autorités mises en place par le Gouvernement Provisoire de la République Française. Ces Comités ne survivent pas aux élections municipales d'avril-mai 1945 et cantonales.

CFL : Corps francs de la Libération. L'AS et les maquis membres des MUR fusionnent en CFL en mai 1944, réorganisation annoncée sur le terrain par la dépendance structurelle de nombreuses unités de maquis par rapport à l'AS locale. La fusion officielle sembla cependant relancer les efforts de ceux qui appelaient à une action plus directe des groupes de maquis avant le jour J.

CFLN : Comité Français de Libération Nationale. Héritier du Comité national français créée à Londres par le général de Gaulle, le CFLN est constitué à Alger le 3 juin 1943. Il est co-dirigé par les généraux Giraud et de Gaulle. À partir du printemps de 1944, de Gaulle le dirige seul.

CGE : Comité général d'études. Créé en avril 1942 par Jean Moulin, le CGE est chargé

d'étudier les mesures à prendre à la Libération et de proposer des plans et projets de réformes politiques, économiques et administratives. Il dépend du Délégué général en France du Comité national français. L'un de ses membres les plus connus est le professeur François de Menthon, qui en 1945 est nommé Procureur général français au Tribunal militaire international de Nuremberg.

CLL : Comité local de libération. Ces Comités sont nommés de la même manière que les Comités départementaux de Libération. Ils jouent le même rôle au niveau local. Ils ne survivent pas aux premières élections locales d'après-guerre en avril-mai 1945.

COMITE NATIONAL FRANÇAIS : Doté d'un statut comparable à celui d'un gouvernement, le Comité cumule, du fait des circonstances, les pouvoirs exécutif et législatif. Il est composé de 8 commissaires nationaux ayant des attributions de ministre. Nommés par le général de Gaulle, chef de la France Libre, ils sont responsables devant lui. Le Comité français de libération national (CFLN) puis le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) prennent sa suite.

CNR : Conseil National de la Résistance. Le 27 mai 1943 se tient à Paris, la première réunion du CNR sous la présidence de Jean Moulin. Y assistent les représentants de 8 mouvements de résistance (3 de la zone nord et 5 de la zone sud), de 6 partis politiques et 2 des principales centrales syndicales ouvrières. Après l'arrestation de Moulin à Caluire en juin 1943, Georges Bidault, représentant du Parti démocrate populaire au sein du CNR lui succède comme président.

Le programme du CNR, adopté en mars 1944, détaille les actions à mener à la Libération et esquisse une charte politique pour l'après-guerre, véritable programme de réformes à entreprendre afin de refonder la République et la démocratie sur des bases économiques et sociales plus justes.

COLLABORATEUR : Personne qui coopère avec l'occupant nazi, sans être nécessairement partisan de toutes les idées nazies.

COLLABORATIONISTE : Personne qui coopère activement avec l'occupant nazi, partage les idées des nazies et souhaite leur victoire.

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE : Les vingt premiers commissaires sont nommés par le CFLN le 3 octobre 1943 avant même la rédaction de l'ordonnance du 10 janvier 1944 portant création des commissaires régionaux. Celle-ci ne paraît qu'en juillet. À l'époque, les Alliés tentent d'imposer un gouvernement militaire des « territoires occupés ». Le premier mis en place est François Coulet en Normandie, installé aussitôt après le débarquement le 6 juin 1944. Ces commissaires dotés de pouvoirs plus importants que ceux d'un préfet sont supprimés en mars 1946.

COMPAGNON DE LA LIBERATION : L'Ordre de la Libération a été créé le 16 novembre 1940 par le général de Gaulle. Ses titulaires portent le titre de Compagnon de la Libération. 1 036 personnes physiques, 18 unités militaires et 5 communes françaises ont reçu la Croix de Compagnon de la Libération. Le ruban de cette décoration, faite d'une Croix de Lorraine fixée sur un glaive, est noir, symbole du deuil de la France en 1940, et vert. Cette dernière couleur exprimant l'espérance dans la Patrie. Cette décoration a été remise à ceux et à celles (6 femmes) qui se sont signalés pour la libération de la France et de son Empire.

CORPS DES VOLONTAIRES FRANCAISES : Il est créé le 7 novembre 1940 par le général de

Gaule. À cette date, il compte 26 Françaises. Depuis fin 1941, ce corps est dirigé par Hélène Terré, première femme capitaine de l'armée française.

Elles sont 500 en 1943, fournissant des auxiliaires aux trois armes (FFL, FNFL et FAFI). En 1944, elles sont plus de 3 000. À Alger, ce corps donne naissance à l'Armée féminine dans l'armée de terre (AFAT). Les capitaines Dupont et Dumesnil sont affectées aux commandements des Volontaires féminines de mer et de l'air.

CORPS EXPÉDITIONNAIRE FRANÇAIS EN ITALIE : A l'été 1943, le général Juin met sur pied le Corps expéditionnaire français en Italie, qui prend part à la campagne d'Italie aux côtés des armées anglaise et américaine. Ce corps composé de la 2^e Division d'infanterie marocaine, de la 3^e Division d'infanterie algérienne, de la 4^e Division marocaine et de la 1^{ère} Division française libre comprend 200 000 hommes. Ces troupes constituées de nombreux soldats originaires de l'Empire colonial français s'illustrent particulièrement au Mont-Cassin et à Sienne libérée le 3 juillet 1944.

CROIX FLECHES : Nom donné aux membres du principal parti fasciste de Hongrie dont le chef Ferenc Szálasi prône une idéologie proche de celle des nazis. En 1939, ce parti envoie 31 députés au Parlement. Allié des nazis, Szálasi est placé à la tête du gouvernement hongrois par les Allemands en mars 1944, après l'arrestation de l'amiral Horthy régent du royaume qui avait tenté de négocier avec les Soviétiques. En mars 1945, il se réfugie à Vienne en Autriche, puis en Allemagne. Szálasi et 3 de ses ministres sont pendus à Budapest en 1946.

CROIX DE LORRAINE : Emblème choisi par l'amiral Muselier pour les Forces navales de la France Libre (FNFL), qui devient ensuite celui de toute la France Libre.

D.E.S.T. : *Deutsche Erd und Steinwerke*. Société d'exploitation de la terre et des pierres. Créé en 1938, cette entreprise SS utilisent des déportés dans les camps. Ils taillent des pierres et fabriquent des briques.

DIKTAT : traité de paix dicté sous la contrainte. Nom donné par les nazis au Traité de Versailles.

DUCE : Guide. C'est le nom que s'est donné Benito Mussolini, qui en 1922 reçoit le pleins pouvoirs de la Chambre des députés italienne. Mussolini instaure à partir de 1925, une dictature fasciste qui ne prendra fin qu'avec la libération totale de l'Italie par les Alliés le 2 mai 1945. Le 27 avril 1945, Mussolini est exécuté par la résistance italienne.

EFFEKTENKAMMER : Espace à l'intérieur des camps, magasin de l'habillement, où étaient stockés les vêtements, objets personnels, valeurs, etc., soustraits aux déportés dès leur arrivée.

EINSATZGRUPPEN : groupes d'intervention. Ce sont de petites unités mobiles formées au sein de la Wehrmacht, chargées d'exécuter les « ennemis » des nazis, c'est-à-dire principalement les Juifs et les communistes, dans les territoires conquis lors de l'invasion de l'URSS en 1941.

ÉMIGRANT : Catégorie nazie de classification dans les camps : Apatride.

ÉPURATION : Une commission d'épuration est instituée par le CFLN dans une ordonnance prise le 18 août 1943. Les juristes du Comité général d'Études, rattaché au CNR, rédigent les textes. À la Libération, des cours de justice et des chambres civiques sont mises en place

dans chaque département. L'ordonnance du 26 août 1944 crée une mesure d'indignité nationale. 350 000 personnes sont jugées par ces commissions. 7 037 sont condamnées à mort et 791 exécutées. Parallèlement 8 000 à 9 000 personnes sont exécutées sommairement par la Résistance. Dans de nombreuses villes et villages, des femmes accusées de collaboration sont rasées et traînées nues dans les rues.

ERZATZ : Produit de remplacement, souvent de médiocre qualité et fabriqué industriellement (exemples : textiles synthétiques, caoutchouc artificiel, margarine...).

ÉTOILE JAUNE : En Allemagne, le port d'une étoile noire à six branches sur fond de tissu jaune est imposé aux Juifs de plus de 6 ans à partir du 19 septembre 1941. En France, le port de l'étoile est imposé aux Juifs de plus de 6 ans par une ordonnance du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (administration militaire en France) du 29 mai 1942. Le port de l'étoile jaune s'étend progressivement à tous les pays occupés par l'Allemagne, à l'exception du Danemark où les nazis ne réussissent pas à l'imposer. Dans les camps de concentration, les Juifs déportés pour d'autres raisons que raciales portent un triangle jaune en plus du triangle indiquant leur motif de déportation.

EUTHANASIE : C'est par ce mot que l'on désigne le programme d'assassinat systématique des handicapés mentaux (T 4) sous le III^e Reich. Ce programme, dénoncé en chaire par Monseigneur Von Galen, évêque de Munster, a été mis en place d'octobre 1939 à août 1941.

FASCI DI COMBATTIMENTO : faisceaux de combat. Nom donné aux premiers membres du mouvement fasciste créé par Benito Mussolini le 23 mars 1919 à Milan en Italie. L'année suivante, les faisceaux regroupent 30 000 adhérents. Au lendemain des grèves insurrectionnelles de l'été 1920, apparaissent des squadras, escouades fascistes et armées qui s'opposent violemment aux organisations de gauche.

FORCES AERIENNES FRANCAISES LIBRES (FAFL): Créées le 7 juillet 1940, elles sont d'abord commandées par l'amiral Muselier auquel succède le colonel Valin. Elles compteront jusqu'à 3 000 membres. Les groupes de chasse Normandie-Niemen et de bombardement Lorraine sont parmi les plus connus.

FORCES FRANCAISES DE L'INTERIEUR (FFI): Fusion officielle de toute la Résistance armée (AS, ORA et FTP) en une seule organisation militaire placée sous les ordres du général Koenig. Les FFI sont créés à la fin de 1943, mais les chefs régionaux et départementaux des FFI ne sont mis en place qu'au printemps de 1944. Dans certaines régions du Sud, la fusion pratique et stratégique des groupes francs, des maquis, et des forces de FTP n'est réalisée qu'en juillet, voire août. Néanmoins, les unités de la base conservent beaucoup de leur individualité dans la direction et l'approche tactique. Montgomery et Eisenhower ont déclaré que les FFI avaient pour les Alliés la valeur de dix à quinze divisions dans la libération de la France.

FORCES FRANCAISES LIBRES (FFL): Le général de Gaulle annonce à la presse, le 26 juin 1940, la création des FFL. D'abord nommée Légion française, elles prennent le nom de Forces françaises libres à la fin du mois d'août suivant. Les premiers ralliés sont peu nombreux et comptent peu d'officiers. Une deuxième vague de ralliement arrive au moment de la campagne de Syrie en 1941 ; la troisième en novembre 1942, après le débarquement en Afrique du Nord. Les FFL sont intégrées en 1943 dans l'armée de libération. À cette date, elles comptent 60 000 combattants, Forces navales et Forces aériennes comprises.

FORCES NAVALES FRANCAISES LIBRES : Dès le 1^{er} juillet 1940, l'amiral Muselier, qui a rallié Londres le 29 juin, après avoir pris sous son autorité, à Gibraltar, des bâtiments français égarés ou décidés à rallier Londres, tente de bâtir une marine. Une école navale est créée à Portsmouth au sud de l'Angleterre et il envoie des élèves dans les écoles de la Royal Navy. À la fin de l'année 1940, une centaine d'officiers et 3 100 marins, venus de la marine nationale, de la marine marchande ou marins pêcheurs comme ceux de l'île de Sein, sont au combat. En mars 1942, l'amiral Auboyneau succède à l'amiral Muselier. En 1943, forte de 7 000 hommes, les FNFL sont actives en Afrique et au Levant et prennent part aux débarquements successifs en Méditerranée. Parmi elles, le commando de fusiliers marins du commandant Kieffer, débarque en Normandie le 6 juin 1944.

FRANCE COMBATTANTE : A partir de juillet 1942, la France Libre prend le nom de France combattante. L'expression France combattante apparaît pour la première fois dans un discours du général de Gaulle le 14 juillet 1942. À partir du 1^{er} août 1942, le *Journal Officiel de la France Libre* devient *Journal Officiel de la France Combattante*.

FRANCE LIBRE : La France Libre est née le 18 juin 1940. Ce jour-là le général de Gaulle prononce un appel à la BBC. Il refuse l'Armistice demandé par le maréchal Pétain à l'Allemagne. Le 22 juin, en réponse à la signature de l'Armistice, le Général invite ceux qui veulent rester libres à le rejoindre et conclut son discours par ces mots : « Vive la France Libre dans l'honneur et dans l'indépendance ».

FN : Front National : Mouvement de la Résistance fondé par le Parti Communiste Français en 1941, qui opérait dans les deux zones et était ouvert à tous les volontaires, communistes ou non. En 1944, plusieurs non-communistes étaient membres de ses comités directeurs. Il s'agissait d'un mouvement à la fois militaire et politique avec pour forces militaires principales les FTP, et qui reposait sur l'idée d'une action immédiate et directe, dont des attaques contre le personnel allemand individuel. Ses liens organisationnels avec le Parti communiste continuèrent après la Libération.

FRANCISQUE : Décoration créée par le maréchal Pétain en octobre 1941. Elle récompense ceux qui ont manifesté depuis la guerre un attachement actif à l'œuvre et à la personne du maréchal. Quand ils reçoivent leur décoration, ils doivent prêter serment au Maréchal. Cet ordre a été supprimé en 1945. Une liste de 2 626 titulaires a été établie à la Libération par la Haute Cour de justice.

FRANQUISTES : Nom donné aux partisans du général Franco. Après la victoire des Républicains espagnols aux élections législatives en février 1936, des militaires espagnols, avec à leur tête le général Franco, se soulèvent dans une garnison au Maroc. Ces insurgés, que rallient d'autres militaires en Espagne, plongent le pays dans une guerre civile sanglante. En janvier 1939, la prise de Barcelone par les Franquistes scelle la défaite des Républicains et entraîne leur fuite hors d'Espagne. Le 22 mai 1939, les troupes franquistes victorieuses défilent dans Madrid. Le général Franco instaure une dictature qui dure jusqu'à sa mort en 1975.

FRENTE POPULAR : Nom donné à la coalition de gauche et d'extrême gauche qui remporte les élections législatives espagnoles en février 1936. Ce sont les Républicains. Après le déclenchement de la guerre civile, ils créent des milices gouvernementales pour combattre les insurgés franquistes. On donne parfois à ces volontaires républicains Espagnols le nom de miliciens.

FRONT PATRIOTIQUE : Parti du chancelier autrichien Schuschnigg destitué après l'Anschluss

en mars 1938.

FTP(F) : Francs-Tireurs et Partisans (français). Créés en 1942, les FTP regroupent des organisations paramilitaires (Organisations Spéciales, Jeunesses communistes, Main d'œuvre immigrée - MOI) et sont placés sous le commandement de Charles Tillon. Très structurés, les FTP sont partisans de la guérilla urbaine et de l'action immédiate. Ils organisent sabotages et attentats contre l'occupant. En 1944, l'ORA, l'AS et les FTP forment les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) dont le commandant en chef est le général Koenig. Les FTP occupent une place importante dans les combats de la libération dans les régions où ils sont bien implantés.

FÜHRER : Chef, meneur. Dans la terminologie nazie, le terme est chargé d'une signification quasi mystique. Employé seul, il désigne Hitler lui-même.

FÜNF UND ZWANZIG : Vingt-cinq... coups sur les reins. Il suffisait d'énoncer le chiffre pour comprendre de quoi il s'agissait.

F.U.J.P : Front Uni des Jeunesses Patriotiques ou Forces Unies de la Jeunesse Patriotique. Établie à l'automne de 1943 afin de mobiliser les jeunes pour le soutien des groupes de maquis et des FTP, l'organisation est née d'une initiative des MUR, mais acquiert dans la plupart des régions son propre caractère indépendant et spontané. Beaucoup de ses membres sont de très jeunes gens, qui rejoignent par la suite le maquis ou composent les milices patriotiques à la Libération. Des tracts encourageant à la résistance au STO sont distribués par des groupes du FUJP dans la plupart des villes du Sud. Ils organisent des raids pour s'emparer des dossiers du STO.

GARDE DE FER : Mouvement fasciste bulgare créé en 1930 par Corneliu Zelea Codreanu en marge de l'organisation créée par son père et son oncle. Après s'être appuyé sur la Garde de Fer pour éliminer ses ennemis politiques, le roi Boris III de Bulgarie, se sentant menacé, fait arrêter puis éliminer son chef en 1938. La Garde de Fer survit à la disparition de son chef. En septembre 1940, jouant la carte de la collaboration, Horia Sima, qui a succédé à Codreanu, aide l'Allemagne à installer au pouvoir le général Ion Antonescu. L'année suivante, en 1941, les éléments les plus extrémistes de la Garde de fer, dont son chef, sont éliminés par Antonescu, soutenu par l'Allemagne nazie.

GAULEITER : Responsable politique et administratif d'une région dans l'organisation de l'Allemagne nazie.

GÉNOCIDE : (du grec *génos* "race" et du suffixe *cide* "tuer"). Destruction méthodique d'un groupe ethnique. Terme employé pour la première fois en 1944 à propos de l'extermination des juifs par les nazis.

GESTAPO : *Geheime Staats polizei* : police secrète d'État. Police politique nazie organisée dans les années 1930, sous l'autorité de Himmler et de Heydrich et également active dans l'Europe occupée. La Gestapo traquait notamment les Juifs et les résistants. Cette police ne dépendait pas de l'État mais du Parti nazi.

GHETTO : À l'origine nom d'un quartier de Venise où les Juifs de la ville étaient obligés de résider, et où ils étaient enfermés la nuit. Au XIX^e et XX^e siècles nom du quartier Juif dans les villes de l'Europe de l'Est. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, quartiers dans lesquels les nazis enfermaient les Juifs dans des conditions de promiscuité, de sous-alimentation et d'hygiène épouvantables, en attendant de les déporter vers les camps de concentration ou

d'extermination.

GF : Groupes Francs. Formés comme unités d'action au sein de Combat dès 1941, ils deviennent les formations militaires principales de l'AS avant les maquis, puis fonctionnent parallèlement à eux. Dans certaines régions comme les Bouches-du-Rhône, ils constituent les forces militaires principales de la Résistance jusqu'à la Libération, opérant depuis leurs foyers par des actes de sabotage, de harcèlement de l'ennemi, et pour finir par des affrontements militaires directs. Comme le maquis de l'AS, les groupes francs reçoivent des armes et des munitions dont le parachutage est organisé directement par des agents britanniques ou français agissant individuellement, ou par le Service Atterrissage Parachutage (SAP), qui coordonne la reconnaissance de terrains d'atterrissage possibles et organise leur codage avec le BCRA et le SOE. Ils mènent aussi des actions d'éclat, comme le Groupe franc qui dans la nuit précédant la commémoration du 11 novembre 1943, malgré la présence de patrouilles allemandes et de la police française, installe une Marianne et un slogan "Vive la IV^e" en plein cœur de Bourg-en-Bresse (Ain).

G.M.R. : Groupes Mobiles de Réserve. Police paramilitaire de Vichy organisée en brigades régionales dont la fonction principale devient la chasse au maquis.

GPRF : Gouvernement Provisoire de la République Française. Dérivé du CFLN et dirigé par le général de Gaulle, il s'établit à Paris à la Libération et continue la guerre contre l'Allemagne. Son succès, et le droit reconnu à de Gaulle de représenter la nation française, est symbolisé par la présence de la France à la signature de la reddition allemande.

GUMMI : Matraque caoutchoutée ou gourdin que les S.S. et les kapos portaient en permanence pour frapper, administrer la schlague.

HAFTLING : Détenu, déporté.

HITLERJUGEND : La jeunesse hitlérienne est créée en juin 1933 par Baldur von Schirach, Führer de la jeunesse depuis 1931. En décembre 1936, un décret met hors la loi toutes les organisations de jeunesse non-nazies et oblige les jeunes allemands à s'y inscrire. Fin 1938, ils sont 7 700 000. 4 000 000 de jeunes allemands s'y sont dérobés. Par une loi de mars 1939, tous les jeunes allemands de dix à dix-huit sont tenus de s'y inscrire. On leur inculque les principes de l'idéologie nazie. Chaque jour, les jeunes doivent participer à des exercices physiques paramilitaires et faire le salut nazi, comme les adultes. À dix-huit ans les jeunes garçons passent dans le Service du Travail (*Reichsarbeitsdienst*).

HOLOCAUSTE : terme emprunté à la Bible pour désigner « un sacrifice sanglant exécuté dans un but religieux ». Il désigne en Israël, à la fin des années 1950, la destruction des Juifs.

HOME GUARD : Le 14 mai 1940, Anthony Eden, ministre de la Guerre dans le gouvernement Churchill, nommé le 10 mai 1940, lance un appel à des Volontaires de la Défense locale (*Local Defence Volunteers*). Sous la suggestion de Churchill, ils prennent en août 1940 le nom de Home Guard (Garde de l'Intérieur). Alors que le gouvernement escomptait 150 000 volontaires, à la fin du mois de juin, ils sont plus de 1 000 000. Leur nombre oscillera autour du million jusqu'à leur dissolution en décembre 1945. Ils doivent se tenir prêts en cas d'invasion du territoire national par les troupes de l'Axe. Pendant le Blitz, la *Home Guard* participe, comme la Défense civile, à l'encadrement des populations.

HSSPF : *Höherer S.S. und Polizeiführer* : Führer suprême de la Police et des S.S.

Himmler exerçait à la fois des fonctions étatiques (chef des Polices d'État) et des fonctions politiques (*Reichsführer* de la S.S.). Il institua un corps recruté dans la S.S. dont les membres le représentaient dans cette double fonction.

I.K.L. : *Inspektion der Konzentrationslager*. Inspection des camps de concentration. Organisme S.S. placé sous la direction de Glücks qui assumait la gestion et la direction des K.L. En 1942, l'I.K.L. devint le groupe d'offices D (Amtsgruppe D) du W.V.H.A. Son siège fut implanté à Oranienburg.

INTELLIGENCE SERVICE : Service secret britannique. De nombreux résistants français, plus ou moins anti-gaullistes, traitèrent directement avec ce service en lui envoyant des renseignements sur les bases militaires allemandes en France. Ce fut le cas du réseau Alliance créé en 1940 par Loustaunau-Lacau, dirigé après son arrestation par le commandant Faye puis par Marie-Madeleine Fourcade. Dans d'autres pays européens placés sous le joug nazi, des résistants firent de même.

JUDE : Catégorie nazie de classification dans les camps : Juif.

JUDE-POL : *Politisch Jude*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Juif-Politique.

KANINCHEN : Lapin domestique, pris dans le sens de cobaye. Désignait, à Ravensbrück notamment, les déportées sur lesquelles les S.S. pratiquaient des expériences.

KAPO : Déporté responsable d'un *kommando* de travail ou qui dirige un service, par exemple : le Kapo du *Baukommando*, le Kapo de *l'Effektenkammer*. Choisis le plus souvent parmi les déportés de droit commun (verts) ils étaient, à de rares exceptions près, des auxiliaires zélés des S.S. se livrant aux pires sévices et brutalités. L'origine du mot kapo provient de la contraction des mots « *KAmaraden POLitzei* ».

KGF : *Kriegsgefangene*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Prisonnier de guerre.

KOMMANDO : Désigne une équipe de travail ou un service du camp.

KOMMANDO EXTÉRIEUR : un camp annexe dépendant d'un grand camp se subdivisant lui aussi en divers *Kommando* de travail.

K.Z. ou K.L. : l'une et l'autre de ces abréviations viennent du mot « *Konzentrationslager* » (camp de concentration). K.Z. est le sigle familier utilisé dans les débuts ; KL, suivi de la première lettre du camp, est le sigle officiel.

LAGERALTESTER : Doyen du camp. Déporté ayant la responsabilité de la gestion interne du camp. Il est placé sous l'autorité directe du *Lagerführer*.

LAGERFÜHRER : Officier subalterne ou sous-officier S.S. exerçant la fonction de chef de camp. Dans les *kommandos* extérieurs, il est le gradé le plus élevé ; dans les grands camps c'est une sorte d'adjudant de quartier. Ne pas confondre avec le *Lagerkommandant* qui est son supérieur.

LAGERKOMMANDANT : Pour les grands camps dont dépendent de nombreux *kommandos* : c'est un officier supérieur. Il commande l'ensemble, tel un colonel son régiment. Le grade varie

selon l'importance du camp. Si Hoess à Auschwitz est colonel (*Obersturmbannführer*), à Bergen-Belsen Kramer est capitaine (*Hauptsturmführer*).

LAGERPOLIZEI- LAGERSCHUTZ : Police du camp ou garde du camp, désigne aussi les déportés affectés à cette police ou à cette garde.

LAGERSTRASSE : Rue centrale du camp.

LAUSKONTROLLE : Contrôle des poux.

LEBENSRAUM : espace vital. Ce terme désigne, d'après l'idéologie nazie, les territoires nécessaires à l'établissement du peuple Allemand. Ces territoires doivent en majorité être conquis sur les populations slaves de l'Est.

LEGION CONDOR : Dirigée par l'aviateur Galland, la Légion Condor est envoyée en Espagne soutenir les Franquistes contre les Républicains. Le 26 avril 1937, elle largue des bombes de 500 kilogrammes, un modèle encore jamais utilisé, sur la ville de Guernica qui devient le symbole du martyre de l'Espagne. Ses 1 800 morts sont immortalisés par le tableau éponyme de Pablo Picasso. **Nationalité ?**

LEGION DES VOLONTAIRES FRANÇAIS CONTRE LE BOLCHEVISME (LVF) : Après l'attaque de l'URSS par l'Allemagne, le français Jacques Doriot crée cette légion composée de volontaires. Soutenue par les nazis, la LVF est interdite en zone Sud. Elle se bat sur le front de l'Est. De 1941 à 1944, elle enregistre 5 800 engagements.

LEGION SS WALLONIE : Créée en 1941 par le Belge Léon Degrelle, chanteur en pays wallon de la collaboration avec l'Allemagne. Il assure lui-même le commandement de sa légion et part se battre sur le front de l'Est. Il en revient décoré de la Croix de Fer. Après la guerre, il se réfugie en Espagne sans renoncer à l'idéologie nazie.

LIGNE DE DEMARCATION : Imposée par les nazis lors de la signature de l'Armistice le 22 juin 1940, elle sépare la France en deux. Au Nord, la zone occupée par les troupes allemandes ; au Sud, la zone non occupée dite libre, administrée par le gouvernement de Vichy et amputée de toute sa façade atlantique, qui constitue la zone interdite.

LUFTWAFFE : armée de l'air. Terme désignant les forces aériennes Allemandes.

MAQUIS : La plupart des maquis sont situés dans des zones forestières et montagneuses difficilement accessibles. C'est ce qui explique qu'il y en a eu plus dans le sud de la France que dans le nord. Rassemblements d'hommes vivants dans l'illégalité, ils servent d'abord et surtout à l'hébergement des réfractaires du STO et aux déserteurs des Chantiers de jeunesse. Agrégés par la suite, à l'AS, à l'ORA et aux FTP, ces mouvements s'intensifient au printemps 1943. Au printemps 1944, les maquis des Glières (Savoie), du Vercors (Dauphiné) et du Mont Mouchet (Auvergne), qui rassemblent des milliers d'hommes, sont armés par des parachutages alliés. Ils doivent participer à la libération de la France en empêchant notamment les troupes allemandes de rallier les territoires libérés par les Alliés comme la Normandie.

MARCHE DE LA MORT : Nom donné par les déportés à l'évacuation des camps par les nazis. Devant la progression des troupes alliées à l'est et à l'ouest à partir de l'été 1944, les SS décident d'évacuer les camps de concentration situés près des fronts. À pied, en camion ou en train, tous les déportés sont entraînés dans des voyages interminables sans nourriture, dans le

froid et la neige. Les plus faibles sont souvent abattus lors des haltes des convois.

MILICE : Organisation paramilitaire fondée par Joseph Darnand en 1943. La milice pourchasse et combat les résistants, les Juifs et les réfractaires au STO, en collaboration avec les troupes Allemandes.

MILITARBEFEHLSHABER : Administration militaire allemande. Dans tous les territoires occupés par les Allemands, est installée une administration militaire. Le *Militärbefehlshaber in Frankreich* est installé à Paris à l'Hôtel Majestic. Jusqu'à l'été 1942, il a aussi autorité sur les opérations de police et mène une politique de répression. Quand les auteurs d'attentats ne sont pas pris, le MBF exécute des otages pris généralement dans les prisons ou les camps d'internement. À partir du 1^{er} juin 1942, les opérations de police sont confiées à la SS.

MISKA : Gamelle. Terme russe employé dans la plupart des camps par les déportés de toutes nationalités. En allemand : *Schüssel*.

MOI : Main-d'oeuvre Immigrée. Organisation d'avant-guerre établie par le PCF pour défendre les droits des travailleurs immigrés en France. Elle subsiste comme force au sein des camps de travail installés par Vichy et dans les chantiers ruraux qui emploient de très nombreux travailleurs du Travail Étranger (TE). En collaboration avec les chefs locaux de la Résistance, elle crée des maquis et des unités de FTP quand ses travailleurs sont menacés d'arrestation ou de déportation.

MONT-VALERIEN : Située sur la commune de Suresnes en région parisienne, la forteresse du Mont-Valérien est utilisée de 1940 à 1944 par les nazis pour y exécuter Résistants et Français libres parachutés sur le sol français. Dès octobre 1945, le GPRF songe à y élever à un monument aux morts pour la France de la guerre de 1939-1945. Le 6 novembre 1945, le général de Gaulle signe un décret ouvrant une souscription nationale. Dans la nuit du 11 novembre, 15 corps de militaires, de résistants et de Français libres représentatifs des morts pour la France de 1939 à 1945 y sont amenés et déposés dans une casemate faisant office de caveau provisoire. Le général se rendra chaque 18 juin au Mont-Valérien, mais les travaux du Mémorial ne débuteront qu'après son retour aux affaires en mai 1958. Dans la nuit du 17 au 18 juin 1960, au cours d'une cérémonie, les 16 corps furent placés devant chacun des hauts-reliefs masqués d'un voile. Ils furent ensuite inhumés dans la crypte dont la porte se trouve au centre du mur. Depuis lors, la cérémonie du 18 juin, organisée par l'Ordre de la Libération se déroule devant ce « Mémorial de la France Combattante ».

MOUVEMENT DE RESISTANCE : les premiers mouvements de Résistance sont créés dès 1940, par des hommes et des femmes, de tous horizons politiques et sociaux décidés à s'opposer à l'occupant nazi. Ils rédigent, éditent et diffusent des journaux et des tracts afin d'insuffler l'esprit de résistance et organisent des manifestations patriotiques.

MUR : Mouvements Unis de la Résistance. L'organisation unifiée de la Résistance composée de trois mouvements de la zone sud, Combat, Libération (Sud) et Franc-Tireur. Les MUR datent de janvier 1943 et sont l'un des produits des missions unificatrices de Jean Moulin en France comme envoyé du général de Gaulle.

MUSULMAN : Déporté parvenu au dernier degré de l'épuisement, à bout de force, hagard.

MUTZEN : nom donné à la calotte que portaient les déportés.

MUTZEN AB : Enlevez vos calottes. À chaque fois qu'ils passaient devant des SS, les déportés devaient ôter leur calotte.

NACHKELL- NACHSCHLAG : Supplément de soupe, rabiote.

NACHTSCHICHT : Ceux qui travaillent dans les équipes de nuit.

NACHT UND NEBEL : Nuit et Brouillard. Les décrets Nacht und Nebel signés du maréchal Keitel les 7 et 12 décembre 1941 permettent notamment d'interner les auteurs d'attentats à la vie, d'espionnage, de sabotage, de menées communistes, d'aides portées aux membres des forces armées ennemies, de détention illégales d'armes. Ces décrets stipulent que « ces actes ne seront à juger dans les territoires occupés que s'il est probable que des peines de mort soient prononcées contre leurs auteurs principaux ». « Les audiences des tribunaux en Allemagne doivent se dérouler à huis clos et dans le secret le plus absolu ». Ces décrets ne concernent que les résistants de l'Ouest : Belges, Danois, Néerlandais, Norvégiens et Français. La plupart des NN ont été arrêtés sur ordre de la Gestapo, les autres sur celui de la Wehrmacht. D'abord enfermés dans des prisons ou des camps spéciaux comme celui d'Hinzert, les NN sont pour la plupart regroupés au camp de Natzweiler-Struthof à partir de novembre 1943.

NN : *Nacht und Nebel*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Nuit et Brouillard. Les déportés NN devaient peindre ces initiales sur leur uniforme.

NAP : Noyautage des Administrations Publiques. Branche de Combat en 1942 qui vise à infiltrer et déstabiliser les secteurs publics administratifs, elle se développe au sein des MUR et devient une source puissante d'activité de la Résistance, en particulier dans les services postaux et téléphoniques et les chemins de fer.

N.S.D.A.P. : *National Sozialistische Deutschland Arbeit Partei*. (Parti National-Socialiste Allemand du Travail) Sigle du parti nazi.

ORGANISER - ORGANISIEREN : l'expression la plus populaire du jargon concentrationnaire, qui peut se traduire par : pratiquer le système D. En fait, signifie chaparder, voler.

ORA : Organisation de Résistance de l'Armée. Enfreignant la convention d'Armistice, la petite armée que l'Allemagne nazie a laissée à la France a stocké des armes. Après l'invasion de la zone Sud en novembre 1942, l'armée d'Armistice est dissoute et la plupart des armes saisies par les nazis. Les généraux qui s'étaient occupés de cacher des armes décident alors de créer un mouvement clandestin. Le général Frère est nommé à sa tête. Ce mouvement prend le nom d'Organisation de résistance armée (ORA). Au début 1944, après l'arrestation et la déportation du général Frère est succédé par le général Verneau. Il sera lui-même remplacé par le général Revers après sa propre arrestation. Le rôle de l'ORA dans les combats de la Libération de la France est variable d'une région à l'autre. En 1944, l'ORA, l'AS et les FTP forment les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) dont le commandant en chef est le général Koenig.

OSS : *Office of Strategic Services*. Services secrets américains qui envoient des agents en France, mais très inférieurs en nombre à ceux du SOE. Beaucoup arrivèrent après le jour J dans les missions Jedburgh composées d'équipes en uniforme de Britanniques, de Français et d'Américains formés aux tactiques de guérilla qui apportèrent armement et commandement à la Résistance française locale, en particulier dans l'ouest de la zone sud.

OSTMARK : Nom donné à l'Autriche dans les documents allemands après son rattachement forcé (Anschluss) à l'Allemagne en mars 1938.

OT : *Organisation Todt*. En février 1933, l'ingénieur Fritz Todt est nommé par Hitler à la tête d'une organisation chargée des constructions du Reich. Cette organisation va porter son nom. Sa première réalisation est la construction d'un réseau d'autoroute en Allemagne. L'OT va ensuite construire la ligne Siegfried, ligne de défense du Reich à l'ouest. En France, sa réalisation la plus connue est le Mur de l'Atlantique. Cette organisation a enrôlé en France des milliers de travailleurs français et étrangers. Elle contraria souvent les desseins de Sauckel toujours à la recherche de main d'œuvre à envoyer en Allemagne dans le cadre du STO.

OTAGE : Dans toute l'Europe, les autorités d'occupation nazie, militaire ou policière, mènent une politique de répression qui consiste à fusiller ou déporter des innocents et, ou des résistants internés, pour intimider les populations après des attentats contre l'armée allemande. En France, une ordonnance allemande du 21 août 1941 décrète que tous les Français mis en état d'arrestation sont considérés comme otages.

OUSTACHIS : nom donné aux membres du parti nationaliste croate créée en 1929 par Ante Pavelitch. Il reçut d'abord un soutien de l'Italie fasciste avant d'être emprisonné au lendemain de l'accord signé entre la Yougoslavie et l'Italie en 1937. Après l'occupation de la Yougoslavie par l'Allemagne en avril 1941, Pavelitch devient le chef d'un état croate. Il lutte contre les partisans de Tito, aide aux persécutions contre les Juifs et aux massacres contre les Serbes. Ce mouvement survit à la création de l'État fédéral yougoslave en 1945.

PACTE TRIPARTITE : Pacte signé par l'Allemagne, l'Italie et le Japon en septembre 1940. La Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie (État créé après le démantèlement de la Tchécoslovaquie et le rattachement de la région des Sudètes à l'Allemagne), la Bulgarie et la Croatie adhèrent au Pacte tripartite après l'invasion conjointe de la Yougoslavie et de la Grèce par l'Allemagne et l'Italie en avril-mai 1941.

PARTISANS : Nom donné dans les pays de l'Est, dans les Balkans (notamment en Yougoslavie) et en Italie aux résistants qui pratiquent, des actions de guérilla sur les arrières des troupes allemandes. Nombre de ces partisans sont encouragés par Staline et encadrés par des officiers de l'Armée rouge.

POL : *Politisch*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Politique

POLITISCHE ABTEILUNG : Section politique du camp. C'est là que se trouvent les fichiers et dossiers des déportés à partir des éléments fournis par la Gestapo. Lors des arrivées, elle établit les cartes d'*Häftling* avec mensurations, photos, empreintes, etc. Elle poursuit des interrogatoires, tortures, exécute à l'occasion.

PPF : Parti Populaire Français. Parti créé avant-guerre par Jacques Doriot. Étroitement associé à la collaboration, notamment au recrutement de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF) qui combattit sur le front russe du côté nazi.

PROMINENTE : nom donné dans les camps aux déportés jouissant d'un « statut différent ». Ce statut concerne le plus souvent des personnalités politiques, des « otages » membres de familles royales ou apparentés à des chefs d'Etat, ainsi que les « prisonniers personnels de Hitler ». À la fin de la guerre, certains deviennent des monnaies d'échange.

RAFLE : Dans toute l'Europe, en URSS et dans les états baltes, les nazis organisent, avec ou sans l'aide des états occupés, des rafles de Juifs. À l'Est et en Europe centrale, ils sont parqués dans des ghettos, avant d'être exterminés. En Europe occidentale, les rafles débutent en 1941. Les Juifs sont parqués dans des camps de transit ou d'internement. En France : les camps de Drancy, Pithiviers, Rivesaltes ; aux Pays-Bas : le camp de Westerbork. Ces camps de transit sont habituellement la dernière étape avant la déportation dans des camps d'extermination.

RAMPE DE SELECTION : Au camp d'Auschwitz, les convois de déportés arrivent directement dans le camp, à proximité des blocks dortoirs d'Auschwitz-I. En 1942, une seconde rampe d'accès est construite (*Judenrampe*) pour recevoir les convois de déportés juifs. En mai 1944, la construction d'une nouvelle rampe achemine les convois jusqu'au cœur de Birkenau. Cette rampe permet aux SS de sélectionner les Juifs à leur descente des wagons. Ceux dont les nazis ont décidés l'extermination sont dirigés vers les chambres à gaz. Les autres sont conduits vers le camp de concentration.

REICHSSICHERHEITSHAUPTAMT (RSHA) : Office principal de la sécurité du Reich. Créé par décret du 27 septembre 1939, il est dirigé par Heydrich puis par Kaltenbrunner. C'est l'organe suprême de la SS dont le chef est Himmler.

RI, R2, R3, etc. : Les douze régions militaires de la France de la Résistance dont six se trouvent dans la zone sud, à savoir les régions de Lyon (R1), de Marseille (R2), de Montpellier (R3), de Toulouse (R4), de Limoges (R5) et de Clermont-Ferrand (R6). Dans l'organisation du SNM et des FFI, les chefs militaires régionaux exercent sur les unités combattantes sur le terrain d'une étendue extrêmement variée, des pouvoirs de coordination et de contrôle.

RELÈVE : Le développement de l'industrie de guerre entraîne d'énormes besoins en main-d'œuvre. Dans un premier temps, des ouvriers volontaires partent pour l'Allemagne, attirés par les hauts salaires vantés par la propagande. Avec le durcissement de la guerre en 1942, Fritz Sauckel, commissaire du Reich pour la main-d'œuvre, impose à chaque pays occupé le déplacement forcé de ses travailleurs vers l'Allemagne. En 1942, le gouvernement de Pierre Laval croit pouvoir obtenir un allègement des conditions de l'Armistice. Aussi cherche-t-il à obtenir que pour trois ouvriers partant travailler en Allemagne, un prisonnier revienne en France ; c'est le principe de la « relève ». En fait, ce troc se révèle un marché de dupes et très peu de prisonniers sont libérés. La Résistance refuse ces compromis et affirme que la seule manière de délivrer les prisonniers, c'est de combattre l'Allemagne jusqu'à la victoire.

RÉSEAU DE RESISTANCE : Les réseaux de Résistance collectent des renseignements militaires à destination des Alliés, organisent des évasions, cachent des aviateurs, recueillent des agents parachutés. Ils organisent les atterrissages et les départs en provenance et à destination du Royaume-Uni.

RESISTANCE - FER : secteur d'opérations de sabotage hautement efficace organisé parmi les employés des chemins de fer. Il a sa propre organisation au sein des MUR, mais tous les corps de la Résistance - les FTP, le maquis, le SOE, les Groupes Francs, AO, etc.- travaillent en étroite collaboration avec les saboteurs des réseaux ferroviaires et les réseaux de renseignements de la SNCF.

REVIER (KRANKENBAU, LAZARETT, SANITÄTLAGER) : Ces mots, selon les camps, désignent les infirmeries et hôpitaux. Il est placé sous l'autorité d'un *Lagerartz*, médecin S.S.

ROYAL AIR FORCE : Armée de l'air britannique. Les pilotes de la RAF s'illustrent particulièrement durant la bataille d'Angleterre. Le Premier ministre, Winston Churchill, leur rendra hommage en disant "Never in the field of human conflict was so much owed by so many to so few". En 3 ans, la RAF enregistre 56 000 tués.

ROYAL NAVY : Nom de la marine royale britannique. Le 3 septembre 1939, Winston Churchill est 1^{er} Lord de l'Amirauté. Ce poste équivaut à celui de ministre de la Marine. Alexander lui succède lorsque Churchill est nommé Premier Ministre le 10 mai 1940. La Royal Navy s'illustre dans la bataille de l'Atlantique. Malgré la perte de près de 3 000 bâtiments en 1940 et 1941, elle parvient à maintenir les lignes de ravitaillement.

S.A. : (*Sturmabteilung* / Section d'Assaut). Milice privée regroupant les hommes de main du N.S.D.A.P., porteurs de l'uniforme brun, et dont, à l'origine, la S.S. n'était qu'une branche. C'est la S.A. dirigée par Roehm qui, après la prise de pouvoir de Hitler, ouvrit presque tous les camps de concentration (les camps sauvages). Après la Nuit des Longs Couteaux (30 juin 1934) et l'assassinat de Roehm et de ses principaux compagnons, la S.A. fut supplantée, notamment dans les K.L., par la S.S. de Himmler.

SAW : *Wehrmacht Angehöriger*. Catégorie nazie de classification dans les camps : réfractaire de la Wehrmacht.

SCHUTZHAFT : C'est le décret « Pour la défense du peuple et de l'État », pris dès le 28 février 1933, créant la procédure de *Schutzhaft* (détention de protection), qui va permettre au régime nazi de faire interner tous les opposants politiques dans les camps de concentration où ils portent un triangle rouge. À partir d'avril 1934, les opposants pourront aussi être internés dans des lieux officiellement contrôlés par la justice.

SCT : Service du Contrôle Technique. Service de censure postale et d'écoute téléphonique de Vichy, qui intercepte des milliers de lettres chaque semaine dans tous les départements, et en tire des témoignages sur des sujets désignés par Vichy comme les domaines les plus importants et les plus dangereux de la politique et de l'opinion publique. La majorité des lettres étaient ensuite envoyées à leur destinataire comme si elles n'avaient pas été ouvertes, et les rapports et conclusions des interceptions étaient adressés au préfet et au ministre de l'Intérieur. Le système se transformera en opération de surveillance politique et fut soumis à un contrôle de plus en plus direct de Vichy.

SD (Sicherheitsdienst) : Cette abréviation désigne le service de sécurité du parti nazi.

SDN (Société des Nations) : Les traités de paix, élaborés au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, dont le principal est le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, s'inspirent des 14 points » énoncés le 8 janvier 1918, par le président des États-Unis Wilson. Ceux-ci proclament « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et prônent la résolution des conflits par l'appel à une assemblée internationale. La non-ratification du traité de Versailles par le Congrès américain va affaiblir cette assemblée internationale, qui siège à Genève en Suisse, dès sa création. Elle ne remplit pas son rôle. Elle est remplacée après guerre par l'Organisation des Nations-Unies (ONU) dont la Charte a été signée à San Francisco le 26 juin 1945. Le président américain Roosevelt en avait jeté les bases dès janvier 1942.

SIPO-SD : Cette abréviation désigne les services de police du *Reichsicherheitshauptamt* (RSHA).

SMO : Service militaire obligatoire. Il fut instauré dans les pays annexés par l'Allemagne dans le courant de l'année 1942.

SNM : Service national du maquis. Organisation fondée par les MUR en avril 1943 afin de promouvoir et de coordonner la création des maquis comme forme de résistance séparée de l'AS. Son chef était Michel Brault.

SOE : *Special Operations Executive*. Organisation britannique secrète fondée pour mener la guerre contre l'Allemagne en Europe occupée. La section F dirigée par le major (puis colonel) Maurice Buckmaster en était le corps principal. Elle a envoyé des agents britanniques en France, a établi près d'une centaine de réseaux indépendants en recrutant des résistants français sur le terrain. Il existait une section RF, moins importante, qui opérait aussi en France avec des agents français et coopérait de plus près avec le BCRA gaulliste.

SONDERKOMMANDO : *Kommando* spécial composé de déportés chargés du transport et de la crémation des cadavres et de l'extraction des dents en or. Les membres de ces *kommandos* sont régulièrement exécutés et remplacés par d'autres déportés.

SS : *Schutzstaffeln (section de protection)*. D'abord escadrons de protection de Hitler reconnaissables à leurs chemises noires, organisés par Heinrich en 1923 : la SS a 280 membres en 1929 et 50 000 à la veille de la prise du pouvoir en 1933. Sa puissance grandit d'année en année. Après l'élimination des S.A., Himmler et ses S.S. s'emparent de toutes les polices et des camps de concentration. En 1936 la S.S. compte 210.000 hommes et ses formations « *Totenkopf* » (Tête de mort) sont plus spécialement chargées de la direction des camps. Ce n'est qu'après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale qu'apparaît la « *Waffen-S.S.* ». Elle comptera jusqu'à 40 divisions chargées des tâches les plus criminelles. Ils constituent plusieurs divisions blindées en France et sont les plus déterminés dans leur lutte contre le maquis. Le tribunal de Nuremberg dénonça la S.S. comme association de malfaiteurs.

S.S. (grades) :

Au sommet, on trouve Himmler, Reichsführer .S.S. ;
Obersführer, Obergruppenführer, Brigadeführer (généraux) ;
Standartentführer (colonel) ;
Obrsturnbannführer (lieutenant-colonel) ;
Sturnbannführer (commandant) ;
Hauptsturmführer (capitaine) ;
Obersturmführer (lieutenant) ;
Untersturmführer (sous-lieutenant) ;
Sturmscharführer (adjudant-chef) ;
Hauptscharführer (adjudant) ;
Oberscharführer (caporal-chef) ;
Rottenführer (caporal).

S.S. (fonctions) :

Il ne faut pas confondre grades et fonctions.

Lagerkommandant, Lagerführer, Rapportführer, Blockführer, Kommandoführer, Arbeitsdiensführer, Arbeitsführer, etc., sont des fonctions exercées par des S.S. de tous grades.

SSR : Service de Santé de la Résistance, constitué au niveau national et local au sein des

MUR à partir de 1943.

STO : Service du Travail Obligatoire. Plan qui succède à celui de la relève. Destiné à satisfaire les exigences de Sauckel concernant la main-d'oeuvre à envoyer en Allemagne, il est institué le 6 février 1943 et est obligatoire pour la plupart des jeunes Français âgés de 20 à 23 ans. Il se complique ensuite de nombreux raffinements, d'extensions et d'un système d'exemptions, tandis que Sauckel ne cesse d'exiger des effectifs toujours plus nombreux. Après une interruption des départs pour l'Allemagne dans les derniers mois de 1943, tout le processus du STO est finalement suspendu par Laval le 23 juin 1944. Les nazis, qui subissaient des revers, avaient cessé d'insister sur son application. Le STO est également instauré dans d'autres pays occupés par les nazis.

STUCKEN : Morceau. C'est sous ce terme volontairement méprisant que les SS désignaient les déportés, pour leur montrer qu'ils n'appartenaient plus à l'espèce humaine.

SV : *Sicherheitsverwahrungshäftling*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Droit commun multirécidiviste.

TE : Travail Étranger. Organisation de Vichy qui envoyait des travailleurs immigrés en camps et en chantiers, surtout dans l'industrie forestière et dans l'agriculture.

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL DE NUREMBERG : Le 18 octobre 1945, s'ouvre à Nuremberg, ville où avaient lieu les grandes parades nazies, le procès des criminels et des organisations nazis. Les quatre chefs d'accusation furent le complot, les crimes contre la paix et guerre d'agression, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Les sentences contre les accusés individuels furent lues à l'audience du 1^{er} octobre 1946. 12 furent condamnés à la mort par pendaison, dont Göring, Kaltenbrunner, Keitel et Sauckel, responsable du STO dans toute l'Europe occupée. Le procès des médecins eut lieu après.

TZI : *Zigeuner*. Catégorie nazie de classification dans les camps : Tzigane.

UFF : Union des Femmes Françaises. Mouvement de la Résistance des femmes fondé au milieu de l'année 1944, poursuivant le travail des « comités féminins » et comme eux étroitement lié à la Résistance communiste. À la Libération, de nombreuses femmes deviennent membres des CDL ou des CLL comme déléguées de l'UFF.

V comme Victoire : La campagne des "V" a pour origine une émission de la B. B. C. à destination de la Belgique de Victor de Lavelaye, animateur du programme belge, qui, le 13 janvier 1941, propose à ses compatriotes le symbole V comme signe de ralliement – V comme Victoire, V comme *Vrijheid* (Liberté en flamand). Dès le 22 janvier, la B. B. C. reçoit une première lettre d'un port français de la Manche signalant que des petits V apparaissent de toutes parts. En février, des dizaines d'informations concordantes affluent. Le 22 mars, la section française lance le mot d'ordre de couvrir les murs de V en l'honneur du roi Pierre de Yougoslavie qui a refusé de capituler devant les Allemands : la consigne est instantanément suivie dans les deux zones, tandis qu'à Marseille une manifestation spontanée lance plusieurs milliers de patriotes dans les rues. Les Allemands réagissent, menacent, prennent des sanctions. Le succès des V est si grand et si durable – dans toute l'Europe occupée d'ailleurs – qu'en juillet, Berlin ne trouve d'autres moyens pour y mettre fin que d'adopter à son tour le V (V comme *Viktoria*), symbole de la victoire nazie); les unités d'occupation reçoivent l'ordre de l'arborer sur leurs cantonnements et leurs véhicules ; et la *Wehrmacht* décore la Tour Eiffel d'un gigantesque V.

V1 et V2 : (en Allemand *Vergeltungswaffe*: arme de représailles). Le V1 est une bombe volante à réaction (500 Kg d'explosifs, 250 Km de portée), peu précise, lancée par les Allemands sur le Royaume-Uni à partir de juin 1944. Le V2 est une fusée très puissante (1 tonne d'explosifs, 350 Km de portée) mise au point par l'ingénieur von Braun et son équipe. Plus rapides que la vitesse du son, les V2 sont indétectables et sont lancés sur l'Angleterre à partir de septembre 1944. Ils sont fabriqués dans les camps par des déportés et des travailleurs civils réquisitionnés.

WAFFEN SS : Sous l'impulsion de Himmler, la *Waffen SS* devient une puissante armée de 38 divisions recrutées dans toute l'Europe parmi des volontaires motivés par un fanatisme idéologique et racial. En 1944, elle compte 2 480 Français, 1 812 Wallons, 3 876 Norvégiens, 5 006 Danois, 5 033 Flamands, 18 473 Néerlandais ainsi que 101 Suédois et 584 Suisses. Elle se bat sur le front de l'Est.

WEHRMACHT : Jusqu'alors appelée *Reichswehr*, l'armée allemande prit, à partir du 16 mars 1935, le nom de *Wehrmacht* et fut placée sous le commandement suprême du Führer. Armée de terre : *Heer* ; Armée de l'Air : *Luftwaffe* ; Marine de guerre : *Kriegsmarine*. De la *Wehrmacht* dépendaient un service de renseignement (l'*Abwehr*) et deux services de police.

W.V.H.A. : *Wirtschafts Verwaltungshauptamt der S.S.* (Office principal de l'Administration et de l'Économie des S.S.). Cet organisme prend une importance considérable à partir de l'ordonnance du 30 avril 1942 qui change l'orientation des camps dont la fonction économique est mise au premier plan. Dès lors les camps ne dépendront plus de Heydrich ou de son successeur Kaltenbrunner mais du chef du W.V.H.A. dirigé par le S.S. *Obergruppenführer* Oswald Pohl.